

COMMUNE DE SARRALBE

**AUTORISATION DE TRAVAUX AU TITRE DE L'ACCESSIBILITE ET  
DE LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC  
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT AU TITRE DU C.C.H.**

Demande déposée le 23/05/2024

N° AT 57 628 24S0005

Par : SCI MPM  
Représenté par : Monsieur MEYER Eric  
Demeurant à : 4 RUE DU MOULIN  
57430 SARRALBE  
Pour : Travaux d'aménagement  
2 Bureaux  
Sur un terrain sis à : 36 RUE CLEMENCEAU  
57430 SARRALBE  
Références cadastrales : 05 0019, 05 0053

LE MAIRE,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L111-7, L111-8, R111-19 à R111-19-26, R123-1 à R123-55 et R 152-4 à R152-5, R 123.12, R 123.14, R 123.19, R 152.4 et R 152.5,

Vu l'incomplet de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité de Moselle en date du 6 juin 2024,

Vu les pièces complémentaires en date du 17 juin 2024,

Vu l'avis favorable avec observations de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur en date du 4 juillet 2024,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité de Moselle en date du 19 juillet 2024,

La demande d'autorisation de travaux au titre de l'accessibilité et de la sécurité des établissements recevant du public est **accordée**.

Les avis des services consultés devront être respectés.

SARRALBE, le 23 juillet 2024

Le Maire  
  
Pierre-Jean DIDOT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent.